Numéro 2178 du Jeudi 09 Juin 2022 • Prix : 300 F CFA •

Le Journal des décideurs

# L'économiste du Bénin

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

AGI AFRICAINE DE GESTION ET D'INTERMEDIATION

SOCIETE DE BOURSE

Immeuble de l'Africaine des Assurances
Face à la Direction de l'Emigration Immigration
01 BP 8568 RB Cotonou
contact@agi-agi.com
+229 21 31 87 33
+229 21 31 60 65

## Développement local en Afrique

# Les villes intermédiaires : « la solution », selon Gervais Coulibaly

• (Page 03)

• Le spécialiste de l'administration territoriale, Gervais Coulibaly

## Bourse Uemoa

### La BRVM ouvre en hausse

*La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente...* • (Page 07)

## Conseil des Gouverneurs du FAGACE

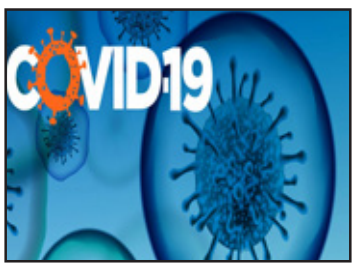
### Adoption de plusieurs résolutions pour les économies africaines

*Le Conseil des Gouverneurs du Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique (FAGACE) a tenu au titre de l'année ...* • (Page 03)

## Finances publiques

### Le Bénin réalise des performances dans la transparence budgétaire

*Le résultat de l'enquête sur la transparence budgétaire dans le monde en 2021 réalisée par l'international ...* • (Page 11)



## Gestion de la Covid-19 au Bénin

# Le gouvernement réagit au rapport de la Cour des Comptes

• (Page 11)

## Construction de 10 usines

### La CDCB et le Groupe Arise IIP s'accordent pour la phase 1

*Le vendredi 03 Juin 2022, La Caisse des Dépôts et Consignations du Bénin (CDCB) et le Groupe ARISE IIP ...* • (Page 02)

## Partenariat public-privé

### Le gouvernement approuve la fourniture d'eau en affermage

*La séance ordinaire du conseil des ministres s'est tenue hier mercredi 08 juin ...* • (Page 10)

## Espace UEMOA

### Accélération du taux d'inflation à 7% à fin juin 2022

*La note de conjoncture de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) annonce l'accélération de l'inflation pour le compte du mois de juin 2022 ...* • (Page 04)

## Performances économiques

### Le Bénin, 4ème pays le plus attractif de l'Uemoa

*Le Bénin est le 4ème pays le plus attractif de l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa) en 2022. C'est ce qui ressort des Indices d'attractivité ...* • (Page 11)

## Taux de change du Fcfa XOF offert par L'économiste

| Devises étrangères | Dollar (Usd) | Euro | Livre Sterling | Naïra | Cedi | Rand | Yen | Yuan | Dirham (Aed) | Roupie (Inr) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| FCfa (XOF) | 608.55 | 655.95 | 770.24 | 1.46 | 77.98 | 39.32 | 4.77 | 91.36 | 165.70 | 7.84 |

Construction de 10 usines textiles à Glo-Djigbé

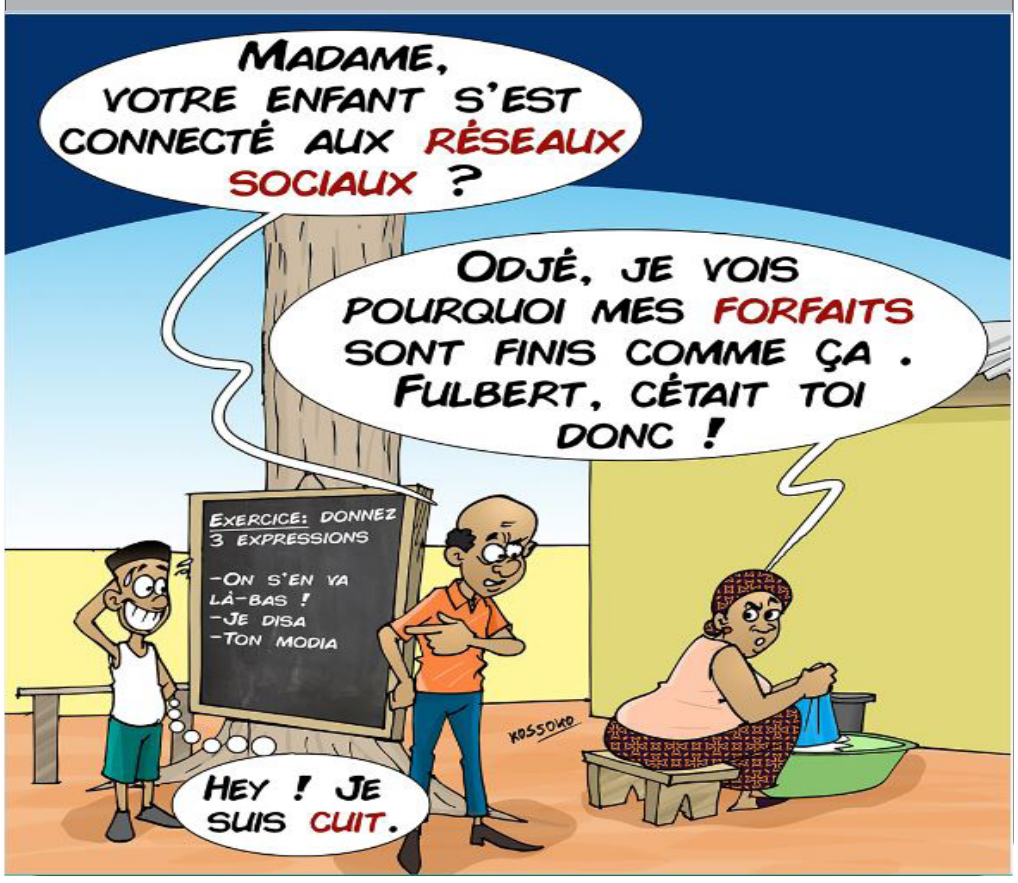
# La CDCB et le Groupe Arise IIP s'accordent pour la phase 1

***Le vendredi 03 Juin 2022, La Caisse des Dépôts et Consignations du Bénin (CDCB) et le Groupe ARISE IIP ont procédé à la signature d'un partenariat pour la construction d'usines de textile dans la zone économique de Glo-Djigbé.***

• *S.T.*

Face à la volonté du gouvernement béninois de promouvoir la transformation industrielle des matières agricoles sur-place, les institutions étatiques se mobilisent pour y parvenir. C'est dans cette logique que la Caisse des dépôts et consignations du Bénin (CDCB) et le Groupe Arise IIP ont signé, vendredi 03 juin 2022, la phase 1 du projet de construction de dix (10) usines textiles entièrement intégrées au sein de la Zone industrielle de Glo-Djigbé. Avec une opérationnalisation prévue pour le 2ème trimestre 2023, les usines, selon les responsables du Groupe Arise IIP, devraient générer dans un premier temps 15.000 emplois directs et à terme près de 40.000 emplois. Le partenariat vise la construction de 10 usines dont trois dans l'immédiat. D'un montant de 700 milliards FCFA, le programme permettrait à terme la transformation de la totalité de la production cotonnière du Bénin. « Nous sommes aujourd'hui à la première phase du programme qui concerne trois usines pour un montant global de 306 milliards FCFA qui devrait permettre de générer en emplois directs, 15.000 emplois. C'est un programme qui traduit la volonté du chef de l'Etat d'industrialiser et d'accroître la valeur ajoutée de tout ce que nous produisons au Bénin dont la prochaine étape qui entre dans la droite ligne de la vision du gouvernement, c'est de transformer notre économie, de transformer toutes les productions que nous faisons localement ici dont le coton », a expliqué Brice Houeton, Directeur général de la Caisse des Dépôts et Consignations du Bénin (CDCB). Il faut préciser que 7 autres usines seront mises en place avec les principaux partenaires que sont le Groupe ARISE avec qui l'Etat a fait un contrat pour développer la zone industrielle de Glo-Djigbé, la Caisse des Dépôts et Consignations du Bénin (CDCB) et l'ensemble des égreneurs qui participent à ce programme. Du reste, il est à noter que les usines textiles répondront à quatre principales activités : la filature du coton fibre, le tricotage de fil, le traitement/teinture de tissus, et la découpe de tissus teints.

## Cari du jour




## AUX DÉCIDEURS...

# Cela nous étreint

La recherche d'un logement à louer dans la ville de Cotonou et ses environs relève de l'exploit au terme d'un chemin de croix. Trois situations se présentent. Il y a d'abord le coup du hasard qui peut jouer en faveur d'un futur locataire à la recherche de logement. Dans ce cas, ce dernier peut être informé de la disponibilité d'un logement auprès d'un propriétaire et négocier directement son bail. Ces cas sont vraiment rares. Il y a ensuite ce qu'on peut qualifier d'accès à une location par substitution. Dans ce cas de figure, c'est un locataire qui, se mettant dans les dispositions de libérer le logement précédent, en informe ses connaissances jusqu'à rencontrer une qui exprime le besoin de louer une maison de même standing. Enfin, la dernière possibilité dans la recherche de logement est la plus répandue. Il s'agit du recours aux services d'agents immobiliers, communément appelés « démarcheurs. » Ces personnes qui, en réalité, n'ont pas la qualification d'agents immobiliers se sont investis dans le secteur et ont fait main basse sur les logements locatifs.

Ainsi, ils sont pratiquement indispensables dans le service. Dans tous les cas, ils profitent bien de ce métier qui leur procure les ressources dont ils ont besoin pour satisfaire leurs besoins fondamentaux. Avoir recours au service express des démarcheurs fait gagner vraiment du temps. En une demi-journée, le futur locataire aura parcouru avec le démarcheur plusieurs maisons destinées à la location. Au terme de ce périple, il lui est loisible d'opérer un choix conséquent.

Mais pour bénéficier des services du démarcheur, il faut se soumettre à son protocole qui impose d'abord de s'acquitter de ses honoraires de déplacement qui s'élèvent à 2000F par déplacement. Avouons qu'en désespoir de cause, l'acquéreur cède à cette forme d'escroquerie. La seconde disposition de ce protocole qui n'est écrit nulle part, est le paiement par le locataire au démarcheur d'une prime ayant la même valeur locative mensuelle de la maison mise en bail. Ainsi, pour un loyer de 50.000F le mois, il faut payer au démarcheur 50.000F. Si la valeur locative est de 200.000F le mois, le démarcheur vous prend 200.000F. Et ces dépenses ne comptent pas pour le propriétaire. En effet, après avoir payé les honoraires de déplacement et la prime qui équivaut à la valeur locative de la maison, il faut payer les avances sur loyer et une caution d'eau et d'électricité. Dans cette logique, il était loisible à chaque propriétaire suivant sa vulnérabilité ou non de fixer le nombre de mois pour les avances sur loyer. Heureusement, de ce point de vue, une réglementation fixe à trois mois le nombre des avances sur loyer. Le recours aux services des démarcheurs est partagé entre service express et escroquerie. Mais tout le monde s'en accommode en faisant contre mauvaise fortune bon cœur. Sauf que cela fait trop dépenser l'acquéreur. Il est à souligner qu'à côté des démarcheurs, il y a des agences immobilières plus structurées qui opèrent dans le secteur. Elles sont plus dans la location des appartements et des parcelles. A ces agences immobilières, il faut payer un pourcentage sur les montants des achats.

**Jean-Claude KOUAGOU**

## Eco secret

# Mali : les prix des produits pétroliers flambent

Au Mali, les prix des produits pétroliers ont de nouveau connu une hausse. Selon le directeur général de l'Office national des produits pétroliers (ONAP), cette situation s'explique par la flambée des prix des produits au niveau mondial. Ainsi, le litre du super sans plomb passe de 762 à 811 F CFA et celui du gasoil, de 760 à 809 F CFA à partir de ce mercredi 8 juin à 00H00. Dans son communiqué publié mardi soir, le directeur général de l'Onap a expliqué que cette hausse est également provoquée par plusieurs autres « facteurs exogènes ayant eu pour conséquence la hausse des cours des produits pétroliers

Développement local en Afrique

# Les villes intermédiaires : « la solution », selon Gervais Coulibaly

***S'il est une évidence que le développement copié de l'Occident n'a pas jusqu'ici permis un réel développement des pays d'Afrique, les collectivités territoriales du continent misent désormais sur les villes intermédiaires pour promouvoir le développement inclusif. Comment s'y prendre ? Quels sont les avantages de cette nouvelle vision défendue par l'organisation Cités et Gouvernement Locaux Unis d'Afrique (CGLU-Afrique) ? A ces questions, le spécialiste de l'administration territoriale, Gervais Coulibaly, ancien Directeur général de la décentralisation (Côte-d'Ivoire), a apporté des éléments de réponse en marge du sommet Africités 9 au cours duquel il a animé un panel sur la décentralisation.***

**L'économiste du Bénin : Monsieur Coulibaly, dans le cadre du sommet Africités 9, vous avez animé un panel axé sur la planification des villes intermédiaires. Quelles sont vos impressions ?**

**Gervais Coulibaly :**
Je pense que nos villes intermédiaires sont une solution pour nos pays, parce que continuer à développer les mégalopoles, on continue aussi à développer les tares que nos mégalopoles ont eu dès le départ. Parce qu'elles sont nées sans planification, elles ont évolué et maintenant, on est obligé de rattraper. Il vaut mieux, pendant qu'il est encore temps, d'essayer de gérer au mieux les villes intermédiaires qui sont une solution pour le développement de nos pays. Nos populations sont essentiellement en campagne, les villes intermédiaires se rapprochent d'elles et les villes intermédiaires sont à leur portée pour réussir à maîtriser leur niveau de vie et à leur apporter aussi le développement là où elles sont. Elles restent dans leurs activités, elles ont les meilleures conditions de vie, elles ont accès au service les plus performants, et elles sont heureuses. Je crois que c'est de ça qu'il s'agit. Si nous travaillons pour le bonheur de nos populations, travaillons à développer au mieux, nos cités territoriales.

**La plupart des collectivités territoriales manquent à n'en point douter, d'une réelle politique de planification quant aux villes intermédiaires. Quel conseil avez-vous à partager avec les maires africains ?**

Avant même de planifier les actions à mettre en œuvre, il est bon de savoir qu'est-ce qu'on veut faire de sa ville ? Et pour savoir qu'est-ce qu'on veut faire de sa ville, il est bon d'élaborer un Schéma Directeur d'Urbanisme qui nous dit comment est-ce que notre ville va grandir. Donc il est bon que nos villes puissent être pensées ainsi. Comment on va se développer ? Comment nous allons faire pour avoir un développement en même temps urbain et durable. Parce que nos cités doivent pouvoir se développer en tenant compte de nos besoins. Parce que l'Africain a tendance à consommer trop ce qui vient de l'extérieur en rejetant ce qui est de chez lui. En son temps,

nos maisons, les cours étaient construites de telle sorte que chacun vivant dans son secteur, on gardait un lieu de convivialité pour tout le monde. Ce qui fait que dans une maison, personne ne pouvait mourir de faim, parce que quand il n'y a pas à manger, les enfants vont dans la maison d'à côté. Pourquoi nous ne pouvons pas réussir à remettre ça en jeu, mais de manière moderne ? Or, au lieu de caler nos concessions, on peut les construire un peu en hauteur en gardant des espaces réduits. On pourrait y mettre beaucoup de familles sans être obligé de mettre des ascenseurs parce que c'est ça qui va nous créer des problèmes, on n'a pas d'argent pour mettre des ascenseurs. Faire deux étages trois étages, ça suffit. On peut même les faire en grand U comme le faisait autrefois nos parents avec une porte d'entrée et au milieu les enfants ont leur aire de jeu. Pourquoi nos architectes ne pourraient pas concevoir ça ? Ça nous éviterait d'avoir des villes trop larges, trop étendues, trop étalées où on est obligé de mettre des services qui ne vont servir qu'à très peu de personnes. Or si nous regroupons un peu de gens, et nous mettons des services : les hôpitaux, les écoles, etc. pour les utiliser on dépensera moins. Au lieu de construire 10 écoles, on en construira peut-être 02, mais deux (02) d'un niveau supérieur. Voilà comment je réfléchis. Et on peut l'étendre à d'autres aspects de nos Etats.

**Selon vous, quels sont les moyens dont disposent aujourd'hui les collectivités territoriales pour financer leur politique ?**

Je pense qu'il faudrait que d'abord, l'Etat donne aux collectivités locales ce qui leur revient. Parce qu'il ne s'agit pas de leur donner des compétences et de garder les ressources. Ça, c'est la première chose. C'est valable pour tous les pays. Deuxième chose, il faut que nos élus locaux travaillent avec leur imagination. Il ne faut pas attendre les subventions de l'Etat. Pourquoi ils n'utilisent pas le privé ? Redonnons à l'agriculture sa fonction première et à partir de l'agriculture, on va arriver à l'agro-industrie, à l'agro-pastoral, etc. Je pourrais développer ça pendant des jours et des jours. Nos élus locaux devraient songer à créer la richesse pour leurs populations. Et à partir de ce moment, on pourrait taxer la population qui paie ses impôts, qui paie ses redevances pour créer davantage de richesses.

**Quel autre message avez-vous à l'endroit des élus locaux d'Afrique ?**

C'est de leur dire : développons-nous, mais développons-nous en conservant nos richesses. Nos richesses, c'est dire comment l'Africain est un être humain qui aime vivre en communauté, un être communautaire ; essayons de voir comment on peut adapter cet esprit communautariste à notre vie d'ici, parce qu'on nous a imposé une démocratie qui n'est pas la nôtre ; on nous dépose un développement qui n'est pas le nôtre, et on nous demande de suivre. On n'y arrivera pas. Et quand on commence à y arriver, c'est avec des coquilles qu'il y a dans leur développement qui n'est pas le nôtre. Alors revenons, prenons ce qu'il y avait de bon chez nous, améliorons-le, ajoutons-y le modernisme et puis développons-nous.

**Réalisation : Léonard DOSSOU**

Session Ordinaire du Conseil des Gouverneurs du FAGACE

# Adoption de plusieurs résolutions pour les économies africaines

***Le Conseil des Gouverneurs du Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique (FAGACE) a tenu au titre de l'année 2022, sa 13ème session ordinaire. C'était le lundi 30 mai 2022 par visioconférence sous la présidence du Dr Seglaro Abel SOME, Ministre de l'Economie, des Finances et de la Prospective du Burkina Faso, son Président en exercice. Diverses décisions ont été prises au terme des assises.***

*• Abdul Wahab ADO*

De nouvelles perspectives économiques s'ouvrent pour les pays membres du FAGACE. Car, le Conseil des Gouverneurs du Fonds a pris de grandes résolutions en leur faveur au terme des échanges de la 13ème session ordinaire. Ainsi, au nombre des principales décisions prises par les Ministres, on peut citer : l'adoption du rapport des Commissaires aux comptes (exercice 2021) qui affiche

un résultat net bénéficiaire pour la 4ème année consécutive ; l'adoption des états financiers au 31 Décembre 2021 ; l'approbation de la mise en œuvre de la stratégie COVID-19 du FAGACE en soutien aux Etats ; la validation du bilan annuel de la mise en œuvre du Plan stratégique 2021-2025 dont le niveau d'exécution est évalué à 105% ; l'approbation du Plan d'Actions Triennal 2022-2024 et le Plan de Travail Annuel 2022 qui prend en compte les orientations stratégiques visant à accompagner la transformation et la modernisation du Fonds pour le rendre plus efficient et efficace.

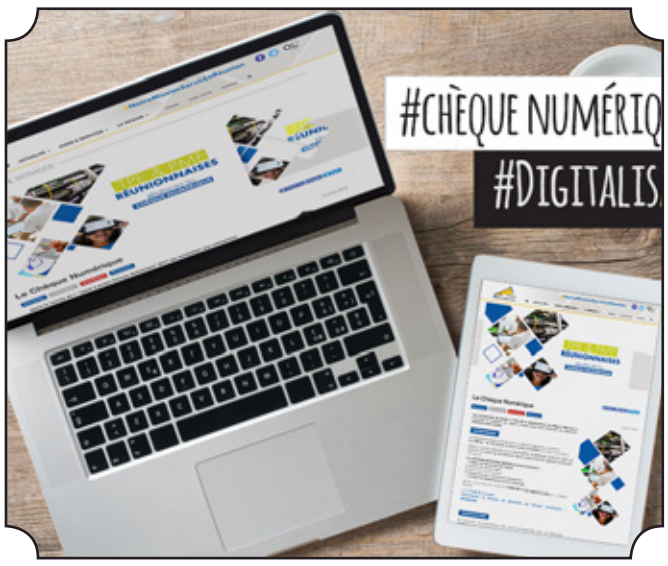
Par ces décisions, le Conseil des Gouverneurs réaffirme son soutien à la Direction Générale afin qu'elle continue dans cette dynamique pour permettre au FAGACE de jouer pleinement son rôle catalyseur de financement au profit des économies des Etats membres. Il faut signaler que la Présidence du Conseil des Gouverneurs ainsi que la Vice-Présidence ont été confiées respectivement à la République du Cameroun et à la République Centrafricaine, le mandat du Burkina Faso étant arrivé à échéance. Le Conseil des Gouverneurs a félicité la Direction Générale du Fonds pour les bons résultats obtenus. Notons qu'ont pris part à la rencontre, les Gouverneurs du Bénin, du Burkina Faso, du Cameroun, de la Centrafrique, du Congo, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée-Bissau, du Mali, du Niger, du Rwanda, du Sénégal et du Tchad.

## Journée mondiale de l'océan

# Revitaliser ces ressources marines qui impactent l'économie

***Les océans apportent chaque année 1 500 milliards de dollars de valeur ajoutée à l'économie mondiale, et ce chiffre pourrait atteindre 3 000 milliards de dollars d'ici 2030, selon l'OCDE. De son côté, la FAO estime qu'environ 60 millions de personnes à travers le monde sont employées dans le secteur de la pêche. Cependant, ces ressources marines vitales sont en détresse et crient au secours.***

*• Issa SIKITI DA SILVA*




La journée mondiale de l'océan de cette année (8 juin 2022), qui est célébrée sous le thème « Revitaliser les océans par l'action collective », veut notamment mobiliser et unir les populations du monde entier autour d'une gestion plus durable des océans, tout en rendant hommage à leur beauté et à leur richesse.

Les océans recouvrent 70% de la planète, jouent un rôle primordial dans l'existence humaine et de la biodiversité. Ils font respirer et manger l'humanité, régulent le climat et abritent 80% de la vie dans le monde, selon l'ONU.

Cependant, face à l'ingratitude des humains et leur détermination à détruire coûte que coûte cette source de vie, de subsistance et clé de l'économie, l'ONU lance un appel solennel à tous et à toutes à créer un nouvel équilibre, ancré dans une véritable compréhension de l'océan et de la façon dont l'humanité y est liée.

« Nous devons établir une relation avec l'océan qui soit réellement inclusive, innovante et éclairée par les leçons du passé. Il est donc important de sensibiliser le public sur la place fondamentale qu'ils occupent dans notre écosystème, et sur les menaces auxquelles ils font face à cause des activités humaines », a déclaré l'ONU.

### Impact et menaces

Les océans et les plages génèrent des revenus touristiques importants pour l'Afrique. Quant aux principales villes côtières, avec les ports, l'agriculture, les industries et la pêche côtière, elles représentent environ 56% des richesses totales (PIB) de l'Afrique de l'Ouest, a indiqué la FAO.

En 2018, la pêche et l'aquaculture mondiales représentaient environ 179 millions de tonnes, avec une valeur de « première vente » estimée à 401 milliards de dollars, générant plus de 164 milliards de dollars d'exportations, dont 60% en provenance des pays en développement.

Cependant, les impacts de la surpêche, de la pollution (plus de 5 000 milliards de petites pièces), et de la destruction des habitats qui aboutissent à une érosion de la biodiversité marine mettent en danger la survie des océans, lesquels subissent déjà l'agression du réchauffement de la température des eaux, de l'acidification du milieu, de la désoxygénation, et l'élévation du niveau de la mer.

« Des océans et des écosystèmes côtiers sains sont cruciaux pour la croissance économique et la production alimentaire. L'amélioration de la gestion des pêches, l'investissement dans l'aquaculture durable et la protection des habitats clés pourraient contribuer à restaurer la productivité des océans et à générer des bénéfices d'une valeur de plusieurs milliards de dollars dans les pays en développement », souligne la Banque mondiale.

## Transformation numérique

# Quels défis pour les dirigeants d'entreprise ?

***« Nous allons passer au numérique » est devenue une phrase couramment prononcée par les dirigeants d'entreprise, notamment les directeurs généraux. Ensuite, chaque membre de leurs équipes de direction va créer sa propre feuille de route numérique. Cependant, six mois ou un an plus tard, l'organisation se retrouve avec de nombreux projets numériques qui sont encore au niveau de pilotage.***

*• Issa SIKITI DA SILVA*

Ceci est une réflexion de Rodney Zemmel, l'un des responsables mondiaux de McKinsey Digital, qui qualifie cette façon de faire les choses comme un mode d'échec courant ou un mode de réussite insuffisant.

En d'autres termes, cet expert des questions digitales voudrait dire qu'il n'en coûte rien à personne de dire quelque chose, et la vraie difficulté est de le faire. C'est une autre façon de dire que quelque chose est plus facile à dire qu'à faire et que beaucoup de gens font des bruits et des promesses, mais les stratégies mises en place pour atteindre ces objectifs sont inadéquates.

« Au lieu de cela, le directeur général doit s'efforcer de faire en sorte que toute l'équipe de direction puisse émettre sur la même longueur d'ondes et avoir les mêmes priorités, puis se concentrer sur une feuille de route détaillée des talents et des capacités ».

A en croire Lucia Rahilly de McKinsey Global Publishing, l'expression « transformation numérique » fait partie du lexique des affaires depuis de nombreuses années. Et à ce stade, la plupart des entreprises ont vraisemblablement investi un volume relativement important de ressources dans le numérique et la technologie.

A la question posée par Lucia Rahilly de savoir si les dirigeants ont fait des progrès significatifs pour se réinventer numériquement ou si une transformation numérique réussie est-elle encore insaisissable, Rodney Zemmel répond : « Il est devenu à la mode de dire, entre autres, que de nombreuses transformations numériques échouent et qu'il est difficile d'en tirer de la valeur. Je pense que cela a donné l'impression que la transformation numérique est insaisissable ».

Générer de la valeur ?

La réalité, poursuit-il, est que la plupart des grandes entreprises ont entrepris une transformation numérique, et la plupart des grandes entreprises en tirent une certaine valeur.

« Le but de la transformation numérique n'est pas de devenir numérique. Il s'agit en fait de générer de la valeur pour l'entreprise. Et avoir une feuille de route claire et intégrée indiquant où se situe cette valeur constitue l'un des plus grands écarts entre les entreprises qui obtiennent la valeur totale et les entreprises qui obtiennent quelque chose qui n'est qu'une approximation fictive de la valeur totale », a-t-il renchéri.

Selon Kate Smaje, une autre responsable de McKinsey Digital, l'essentiel est de pouvoir expliquer comment la valeur est créée dans une entreprise. Et le défi que rencontrent de nombreuses entreprises est qu'elles n'ont pas de moyens cohérents et alignés d'identifier ou de mesurer cette valeur, et il devient donc plus difficile de la rechercher. « Ce que vous voyez généralement 12 mois, 18 mois ou deux ans après de nombreuses transformations, c'est cette notion de "Je n'ai pas l'impression de recevoir autant que je le devrais". La cause profonde de cela est souvent un manque de cohérence et d'alignement sur où et comment cette valeur va être créée », a souligné Kate Smaje dans un podcast publié sur le site de McKinsey

## Espace UEMOA

# Accélération du taux d'inflation à 7% à fin juin 2022

***La note de conjoncture de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) annonce l'accélération de l'inflation pour le compte du mois de juin 2022.***

*• Abdul Wahab ADO*

Selon les prévisions effectuées par la BCEAO sur la base des informations disponibles, le PIB réel de l'UEMOA progresserait, en variation annuelle, de 5,4% et 5,2% au cours du deuxième et troisième trimestre 2022, respectivement, après une hausse de 5,6% le trimestre précédent. Ce sont ainsi, les perspectives de la Bceao dans sa note de conjoncture. Les performances économiques seraient tirées par la bonne tenue des services et des activités de commerce, ainsi que de la demande extérieure des produits de base, selon le document de la banque centrale. En ce qui concerne le niveau des prix, sur la proche période, les informations disponibles font état d'une accélération du rythme de progression du taux d'inflation, en glissement annuel, à 6,9% à fin mai et 7,0% à fin juin 2022. La hausse des prix serait en lien avec le renchérissement des produits pétroliers et alimentaires. Sur les deuxième et troisième trimestres 2022, la reprise économique se poursuivrait dans l'Union, en lien avec la baisse des contaminations à la Covid-19 et l'exécution des plans de relance. Les performances des économies de l'UEMOA seraient tirées par la bonne tenue des services et de l'industrie manufacturière, ainsi que par la hausse continue des prix des principaux produits de base exportés. Ces perspectives demeurent encore entourées de risques baissiers, en liaison avec de fortes incertitudes relatives à l'évolution de la crise sanitaire, à l'environnement sécuritaire dans l'Union, à l'orientation des cours du pétrole ainsi qu'à l'impact des tensions géopolitiques dans le monde. Pour les prochains mois, les économies de l'Union poursuivraient la reprise entamée depuis le mois de juin 2020. Cette dynamique serait tirée par la hausse attendue des demandes intérieure et extérieure, du fait de l'amélioration continue dans certains secteurs d'activités (transport, tourisme, hôtellerie, etc.). Selon les résultats de l'enquête de conjoncture menée par la BCEAO, l'activité économique serait bien orientée dans l'ensemble des secteurs. Les chefs d'entreprise interrogés anticipent de meilleures performances, en lien avec l'accroissement de la demande. L'accélération serait notée au niveau des branches commerciales, des industries manufacturière et extractive, ainsi que des services marchands. Selon les prévisions effectuées par la BCEAO, l'activité économique, en variation annuelle, maintiendrait sa tendance haussière aux deuxième et troisième trimestres 2022 (+5,4% et 5,2% respectivement), après une réalisation de +5,6% le trimestre précédent. Les performances économiques des pays de l'UEMOA seraient tirées par la bonne tenue des services et des activités de commerce selon la note de conjoncture de la Banque centrale des Etats de l'Afrique.

# Indicateurs économiques du Bénin

Indicateurs de croissance

| Indicateur de croissance | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 (e) | 2019 (e) |
|---|---|---|---|---|---|
| PIB (milliards USD) | 8,30 | 8,58 e | 9,41 e | 10,62 | 11,56 |
| PIB (croissance annuelle en %, prix constant) | 2,1 | 4,0 e | 5,4 e | 6,0 | 6,3 |
| PIB par habitant (USD) | 764 e | 771 e | 826 e | 910 | 969 |
| Endettement de l'Etat (en % du PIB | 42,425 | 50,267 | 53,364 e | 53,557 | 51,546 |
| Taux d'inflation (%) | 0,3 | -0,8 | 2,0 e | 2,1 | 2,0 |
| Balance des transactions courantes (milliards USD) | -0,70 | -0,62 e | -0,82 e | -0,75 | -0,80 |
| Balance des transactions courantes (en % du PIB) | -8,4 | -7,2 e | -8,7 e | -7,1 | -6,9 |

**Source : FMI - World Economic Outlook Database - Dernières données disponibles. Note : (e) Donnée estimée**

| Indicateurs monétaires | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|---|---|---|---|---|---|
| Franc CFA BCEAO (XOF)- Taux de change annuel pour 1 EURO | 630,96 | 630,63 | 631,22 | 630,86 | 531,31 |

**Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.**

Les principaux secteurs économiques

| Répartition de l'activité économique par secteur | Agriculture | industrie | Services |
|---|---|---|---|
| Emploi par secteur (en % de l'emploi total) | 43,2 | 18,5 | 38,3 |
| Valeur ajoutée (en % du PIB) | 25,6 | 23,4 | 51,1 |
| Valeur ajoutée (croissance annuelle en %) | 4,4 | 4,5 | 3,6 |

**Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.**

Les indicateurs de Commerce

| Indicateurs du commerce extérieur | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
|---|---|---|---|---|---|
| Importations de biens (millions USD) | 2.339 | 3.010 | 3.823 | 3.028 | 2.251 |
| Exportations de biens (millions USD) | 1.443 | 1.982 | 2.563 | 2.032 | 1.354 |
| Importations de services (millions USD) | 575 | 761 | 884 | n/a | 712 |
| Exportations de services (millions USD) | 414 | 500 | 456 | n/a | 382 |
| Importations de biens et services (croissance annuelle en %) | 12,3 | 30,0 | 16,1 | -8,4 | 1,4 |
| Exportations des biens et services (croissance annuelle en %) | 24,1 | 20,7 | 24,8 | -10,1 | 7,0 |
| Balance commerciale (hors services) (millions USD) | -559 | -612 | -710 | -505 | -669 |
| Commerce extérieur (en % du PIB) | 59,7 | 69,5 | 76,5 | 68,0 | 70,2 |
| Importations de biens et services (en % du PIB) | 35,1 | 41,3 | 44,5 | 39,8 | 39,7 |
| Exportations des biens et services (en % du PIB) | 24,6 | 28,2 | 32,1 | 28,2 | 30,5 |

**Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles**

**Principaux pays partenaires**

| Principaux clients (% des exportations) | 2015 |
|---|---|
| Inde | 13,0 % |
| Niger | 9,6 % |
| Malaisie | 8,8 % |
| Singapour | 7,9 % |
| Vietnam | 7,5 % |
| Bangladesh | 7,4 % |
| Nigeria | 6,3 % |
| Chine | 5,3 % |
| Indonésie | 3,7 % |
| Pakistan | 2,8 % |

**Source : Comtrade, dernières données disponibles**

| Principaux fournisseurs (% des importations) | 2015 |
|---|---|
| France | 11,7 % |
| Chine | 10,8 % |
| Inde | 9,8 % |
| Togo | 8,5 % |
| Thaïlande | 7,7 % |
| Espagne | 6,0 % |
| Belgique | 4,9 % |
| Etats-Unis | 3,3 % |
| Nigeria | 3,3 % |
| Pays-Bas | 3,2 % |

**Source : Comtrade, dernières données disponibles**

Investissement

Les IDE en chiffres

| | Bénin | Afrique Subsaharienne | Etats-Unis | Allemagne |
|---|---|---|---|---|
| Index de transparence des transactions* | 7,0 | 5,0 | 7,0 | 5,0 |
| Index de responsabilité des managers** | 1,0 | 4,0 | 9,0 | 5,0 |
| Index de pouvoir des actionnaires*** | 5,0 | 5,0 | 4,0 | 8,0 |
| Index de protection des investisseurs**** | 4,0 | 4,3 | 6,5 | 6,0 |

Source : Doing Business - Dernières données disponibles.

Note: *Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes. **Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables. *** Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit. **** Plus l'index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

| Investissement Direct Etranger | 2014 | 2015 | 2016 |
|---|---|---|---|
| Flux d'IDE entrants (millions USD) | 405 | 150 | 161 |
| Stocks d'IDE (millions USD) | 1.607 | 1.666 | 1.690 |
| Nombre d'investissements Greenfield*** | 1 | 5 | 0 |
| IDE entrants (en % de la FBCF****) | 14,6 | 6,8 | 7,7 |
| Stock d'IDE (en % du PIB) | 16,5 | 20,1 | 19,7 |

**Source : CNUCED - Dernières données disponibles.**

Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

| PIB | dernier | Référence | Précédent |
|---|---|---|---|
| Taux de croissance annuelle du PIB | 5,5 | Mars 2018 | 5,5 |
| PIB | 9.27 milliards USD | Déc 2017 | 8.57 |
| Pib par habitant | 860 USD | Déc 2017 | 837 |
| Pib par habitant Ppp | 2064 USD | Déc 2017 | 2010 |
| Prix constant du Pib | 4095 de FCFA- Milliards | Déc 2016 | 3939 |
| Pib de l'agriculture | 855 de FCFA- Milliards | Dec 2016 | 878 |
| Pib de la fabrication | 874 de FCFA- Milliards | Dec 2016 | 779 |
| Pib du secteur des mines | 14.7 de FCFA- Milliards | Dec 2016 | 10.7 |
| Pib de l'administration publique | 316 de FCFA- Milliards | Déc 2016 | 315 |
| Pib des services | 1510 de FCFA- Milliards | Déc 2016 | 1491 |

**Source : trading economics**

| Tarifs | Dernier | Référence | Précédent |
|---|---|---|---|
| Taux d'inflation | 0.8% | Mai 2018 | 1.9 |
| L'inflation alimentaire | 1.8% | Mai 2018 | 5.3 |
| Indice des prix à la consommation | 113 Index-Points | Mai 2018 | 113 |
| CPI Housing Services publics | 115 Index-points | Mai 2018 | 115 |
| CPI Transport | 114 Index-Points | Mai 2018 | 114 |

**Source : trading economics**

| Argent | Dernier | Référence | Précédent |
|---|---|---|---|
| taux d'intérêt | 4.5% | Juin 2018 | 4.5 |
| Fort taux d'intérêt | 6.93% | Déc 2016 | 6.99 |
| Taux interbancaire | 5.08% | Mai 2018 | 3.75 |

**Source : trading economics**

| Commerce | dernier | Référence | Précédent |
|---|---|---|---|
| Balance commerciale | -190 FCFA – Milliards | Mars 2018 | -408 |
| Exportations | 147 FCFA – Milliards | Mars 2018 | 82.05 |
| Importations | 338 FCFA – Milliards | Mars 2018 | 490 |
| Compte courant | -809 USD million | Dec 2016 | -745 |
| Compte courant par rapport au PIB | -7.1% | Dec 2016 | -6.5 |
| Indice de terrorisme | 0 | Dec 2016 | 0 |

**Source : trading economics**

| Gouvernement | dernier | Référence | Précédent |
|---|---|---|---|
| La dette publique au PIB | 23.2% | Dec 2016 | 21.3 |
| Budgets du gouvernement | -5.8% of GDP | Dec 2017 | -6.2 |
| Cote de crédit | 30 | - | - |
| Dépenses militaires | 112 USD Million | Dec 2017 | 79.58 |

**Source : trading economics**

| Entreprise | dernier | Référence | Précédent |
|---|---|---|---|
| Vitesse Internet | 1517KBps | Mars 2017 | 1642 |
| Adresses IP | 5580 IP | Mars 2017 | 5652 |
| Utilisation de la capacité | 57.9% | Mars 2018 | 63.4 |
| Indice de compétitivité | 3.47 points | Dec 2018 | 3.47 |
| Compétitivité rang | 120 | Dec 2018 | 124 |
| Indice de la corruption | 39 Points | Dec 2017 | 36 |
| Corruption rang | 85 | Dec 2017 | 95 |
| Facilité de faire des affaires | 151 | Dec 2017 | 155 |
| Production industrielle | 5.4% | Mars 2018 | 26.6 |
| Indice économique avancée | 0.8% | Fev 2018 | 0.7 |

Echanges commerciaux en France

# Le déficit commercial français bat un nouveau record en avril, à 12,4 milliards d'euros

Des limites sans cesse repoussées, et pas dans le bon sens. Le déficit commercial français a atteint en avril un nouveau record, à 12,4 milliards d'euros. Il est « sensiblement » dégradé par les importations d'énergie, dont les prix ont flambé avec l'invasion en Ukraine, ont indiqué les Douanes mercredi. En mars, ce même déficit avait déjà atteint 11,8 milliards d'euros, selon les chiffres révisés des Douanes, soit le pire déficit jamais enregistré. Il atteint également un record absolu en cumul sur douze mois glissants, à 106,6 milliards d'euros. La dégradation du solde français est liée à la progression « prononcée » des importations, jusqu'à 58,8 milliards d'euros, contre « des exportations qui augmentent ce mois-ci plus légèrement », à 46,4 milliards, détaillent les Douanes. Cet écart est porté « majoritairement par la croissance des prix des biens échangés », précisent-elles, affirmant que les prix à l'importation ont augmenté de 7 % quand ceux à l'exportation n'ont pris que 4 %. « La hausse des prix de l'énergie est une nouvelle fois la principale responsable de cette situation », ont-elles ajouté, soulignant que hors énergie, le solde extérieur des biens recule « plus modérément sur le mois », s'aggravant de seulement 100 millions d'euros par rapport à mars.

Les carburants dans le viseur

Les prix du pétrole ont flambé ces derniers mois dans le sillage de la reprise progressive de l'économie mondiale puis de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, propulsant le prix du baril vers les 120 dollars. En France, les prix de l'essence ont atteint la semaine dernière des niveaux record, au-dessus de la barre des 2 euros malgré la ristourne à la pompe mise en place par le gouvernement, a indiqué le ministère de la Transition écologique. La progression de la facture énergétique, à un rythme « toujours soutenu », semble cependant « ralentir » (+0,6 milliard d'euros ce mois-ci, contre +0,8 milliard d'euros en moyenne sur les six mois précédents), ont souligné les Douanes. Outre l'énergie, les échanges de biens de consommation et de bien intermédiaires affichent des « soldes respectifs quasi stables », « dans un contexte de hausse des prix alimentaires et industriels », ont ajouté les Douanes. Du côté de la balance des paiements, qui inclut les échanges de services, le déficit des transactions courantes est ressorti à 3,4 milliards d'euros en avril, parfaitement stable par rapport au mois précédent selon les chiffres révisés, a détaillé la Banque de France mercredi.

**20 Minutes**

Paris

# Payer ses courses en cryptomonnaie, une réalité au centre commercial Beaugrenelle

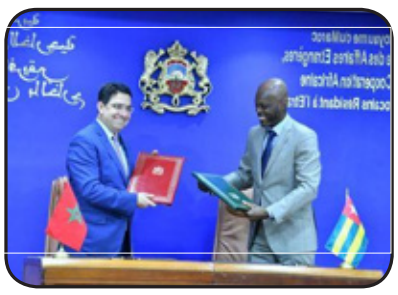
De phénomène marginal à investissement lucratif, la cryptomonnaie fait désormais son nid dans l'économie du quotidien. Selon Le Parisien, le centre commercial Beaugrenelle a décidé de faire confiance à la monnaie numérique, et de permettre à ses clients de l'utiliser pour consommer dans son établissement. Malgré cette nouveauté, la nouvelle est à nuancer. Pour qu'un détenteur de cryptomonnaie puisse dépenser la devise en magasin, il lui faudra d'abord la convertir en euro sur une carte-cadeau via l'application Lyzi. Ce ne sont pas moins de 21 cryptomonnaies qui seront éligibles à cette conversion. Du 8 juin au 8 juillet, des salariés de Lyzi seront mobilisés pour présenter le nouveau système. Si la « crypto » n'est pas utilisable en magasin au même titre que la monnaie officielle, l'avancée reste symboliquement importante. Elle participe à faire entrer la monnaie numérique dans les mœurs des consommateurs, qui, en général, se méfient de ces devises connues pour leurs épisodes de volatilité – on peut citer le récent «

**20 minutes**

Soutien au Maroc sur la question du Sahara occidental

# Le Togo annonce l'ouverture d'un consulat général à Dakhla

Depuis 1975, un conflit oppose le Maroc au Front Polisario, un mouvement indépendantiste sahraoui, sur la question de la souveraineté du Sahara occidental. Le Maroc qui reste déterminé à affirmer son contrôle sur le territoire continue d'attirer de nouveaux soutiens. Le Togo ouvrira un consulat général dans la ville de Dakhla en soutien au Maroc sur la question du Sahara occidental. L'annonce a été faite dans une déclaration conjointe à l'issue d'une rencontre entre les ministres des Affaires étrangères togolais, Robert Dussey, et marocain, Nasser Bourita, le mardi 7 juin. D'après la note d'information, cette décision du Togo est motivée par « la recherche d'une solution durable qui préserve l'intégrité territoriale, l'unité et la souveraineté du Royaume du Maroc, sous l'égide exclusive de l'ONU ». Les deux ministres ont en outre, annoncé un renforcement de la coopération via « la signature prochaine d'un accord d'exemption de visa, en faveur des Togolais détenteurs de passeports ordinaires ». Le Sahara occidental est revendiqué par le Maroc et par les indépendantistes du Front Polisario. Le Maroc qui a déjà proclamé sa souveraineté sur ce territoire en contrôle actuellement 80%. Pour les Nations unies, ce territoire reste non autonome. Notons que le royaume chérifien bénéficie de plusieurs soutiens dans ce conflit qui l'oppose aux indépendantistes sahraouis. Plusieurs pays tels que l'Allemagne, l'Espagne et les Etats-Unis soutiennent la proposition marocaine de règlement du conflit.



Banque mondiale

# Le Rwanda sera le seul pays d'Afrique subsaharienne avec une croissance de plus de 6% en 2022

En avril, le FMI avait indiqué qu'au moins sept pays d'Afrique subsaharienne devraient enregistrer une croissance supérieure ou égale à 6% en 2022, avec en tête le Niger. Mais d'après la Banque mondiale, seuls le Rwanda et la RDC enregistreront de telles performances cette année. Cette année, le Rwanda sera le seul pays d'Afrique subsaharienne à enregistrer une croissance de plus de 6%. C'est ce qui ressort du nouveau rapport sur les perspectives économiques mondiales publié le mardi 7 juin par la Banque mondiale.

Avec une croissance attendue à 6,8%, le pays des Mille collines devrait enregistrer la plus forte croissance de la région, selon le rapport. Il devrait être suivi de la RDC pour laquelle l'institution table sur une croissance de 6% cette année. Au total, 12 pays enregistreront une croissance supérieure ou égale à 5% en Afrique subsaharienne. En plus du Rwanda et de la RDC, on compte le Bénin et l'île Maurice (5,9%), la Côte d'Ivoire (5,7%), et la Gambie (5,6%). Avec une croissance attendue à 5,5% chacun, le Cap-Vert, le Ghana et le Kenya suivent dans ce classement qui voit la Tanzanie (5,3%), le Niger (5,2%) et le Togo (5%) occuper respectivement les 10e, 11e et 12e place. Ces prévisions de croissance interviennent dans un contexte marqué par des risques de stagflation à la hausse, qui font craindre une dégradation de la situation économique mondiale. Ainsi, la Banque mondiale a réduit ses prévisions de croissance mondiale pour 2022 de 4,1% à 2,9% et ajoute que « le rythme de croissance devrait perdurer jusqu'en 2023-2024, dans un contexte marqué par la guerre en Ukraine qui perturbe fortement l'activité, l'investissement et le commerce à court terme, le tassement des effets de rattrapage de la demande et la levée progressive des mesures de soutien budgétaire et d'accompagnement monétaire ». En avril, le FMI avait indiqué que sept pays d'Afrique subsaharienne enregistreraient une croissance supérieure ou égale à 6% cette année. Avec une prévision de 6,9%, c'est le Niger qui avait été placé en tête des plus fortes croissances attendues dans la région, pour la période étudiée.

Production oléagineuse au Cameroun

# L'huile de palme culminera à plus de 450 000 tonnes en 2024

La production d'huile de palme, bien que sur une courbe ascendante, peine encore à satisfaire les besoins intérieurs du Cameroun qui doit recourir régulièrement aux exportations pour combler le déficit. Au cours de l'année 2022, la production d'huile de palme au Cameroun va atteindre 400 000 tonnes, selon les prévisions contenues dans le rapport sur l'Indice composite des cours des produits de base (ICCPB) au premier trimestre 2022, que vient de publier la Banque des États de l'Afrique centrale (Beac), l'institut d'émission des six États de la Cemac (Cameroun, Congo, Gabon, Tchad, RCA et Guinée équatoriale). Cette augmentation d'environ 30 000 tonnes, en glissement annuel, va se poursuivre au cours des deux prochaines années, pour atteindre respectivement 425 000 et plus de 450 000 tonnes en 2023 et 2024, indique la même source. Calculette en main, entre 2021 et 2024, la production d'huile de palme au Cameroun devrait globalement croître de moins de 80 000 tonnes, alors que le déficit structurel dans le pays atteint désormais 150 000 tonnes depuis l'année 2021, tempère Investir au Cameroun. . En conséquence, malgré l'embellie annoncée dans la production au cours des trois prochaines années, le Cameroun continuera d'importer l'or rouge pour pouvoir garantir l'approvisionnement des unités de transformation, qui ont décuplé les investissements dans l'accroissement des capacités de production au cours des 10 dernières années.

**Ecofin du 08 Juin 2022**

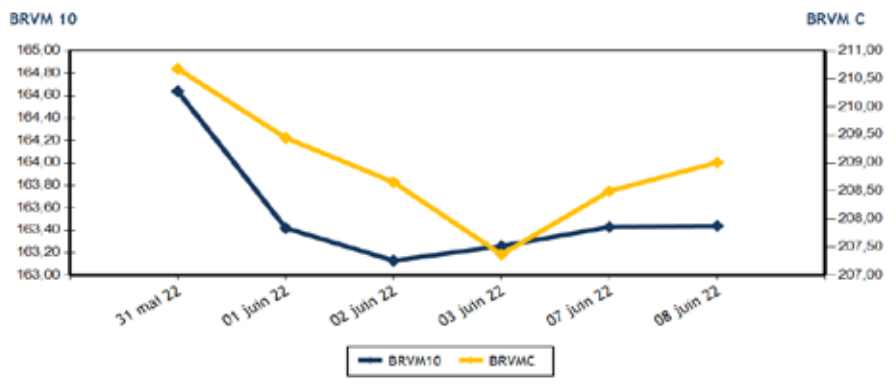
| BRVM 10 | 163,44 |
|---|---|
| Variation Jour | 0,01 % |
| Variation annuelle | 6,47 % |

# BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

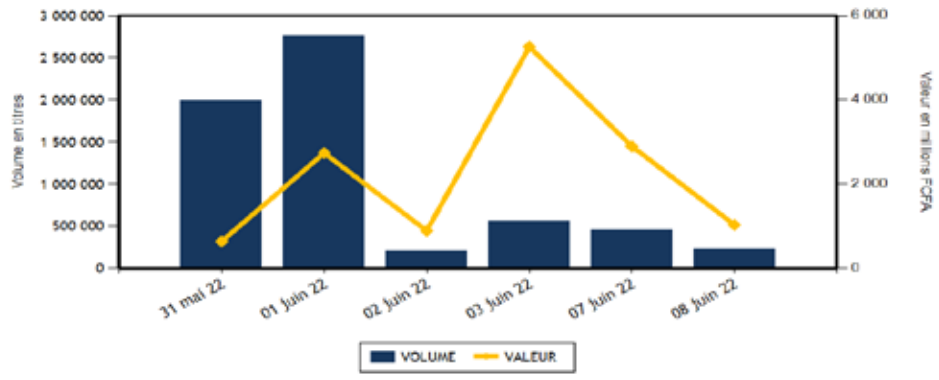
N° 108 — mercredi 8 juin 2022 — Site : www.brvm.org

| BRVM Composite | 209,01 |
|---|---|
| Variation Jour | 0,24 % |
| Variation annuelle | 3,33 % |

Evolution des indices




Volumes et valeurs transigés




| Actions | Niveau | Evol. Jour |
|---|---|---|
| Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits) | 6 291 775 964 352 | 0,25 % |
| Volume échangé (Actions & Droits) | 211 708 | 5,56 % |
| Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits) | 846 362 459 | 129,79 % |
| Nombre de titres transigés | 41 | 0,00 % |
| Nombre de titres en hausse | 18 | 28,57 % |
| Nombre de titres en baisse | 12 | -25,00 % |
| Nombre de titres inchangés | 11 | 0,00 % |

| Obligations | Niveau | Evol. Jour |
|---|---|---|
| Capitalisation boursière (FCFA) | 7 814 585 502 220 | 0,08 % |
| Volume échangé | 18 708 | -92,54 % |
| Valeur transigée (FCFA) | 189 096 500 | -92,54 % |
| Nombre de titres transigés | 7 | 40,00 % |
| Nombre de titres en hausse | 1 | -75,00 % |
| Nombre de titres en baisse | 0 | |
| Nombre de titres inchangés | 6 | 500,00 % |

## PLUS FORTES HAUSSES

| Titres | Cours | Evol. Jour | Evol. annuelle |
|---|---|---|---|
| SUCRIVOIRE (SCRC) | 980 | 7,10 % | 2,08 % |
| BOLLORE (SDSC) | 1 800 | 5,57 % | -29,96 % |
| SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGBC) | 14 460 | 5,55 % | 36,48 % |
| SOLIBRA CI (SLBC) | 133 000 | 3,10 % | -14,74 % |
| SICABLE CI (CABC) | 1 045 | 2,96 % | 2,96 % |

## PLUS FORTES BAISSES

| Titres | Cours | Evol. Jour | Evol. annuelle |
|---|---|---|---|
| SETAO CI (STAC) | 1 435 | -7,42 % | 96,58 % |
| NEI-CEDA CI (NEIC) | 600 | -6,98 % | -4,00 % |
| SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC) | 1 590 | -6,47 % | -9,14 % |
| UNIWAX CI (UNXC) | 1 405 | -6,33 % | -29,75 % |
| BANK OF AFRICA CI (BOAC) | 5 050 | -2,88 % | -13,75 % |

## INDICES SECTORIELS

| Base = 100 au 14 juin 1999 | Nombre de sociétés | Valeur | Evol. Jour | Evol. annuelle | Volume | Valeur | PER moyen |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| BRVM - INDUSTRIE | 12 | 110,78 | 0,44 % | 0,61 % | 28 233 | 114 524 260 | 25,95 |
| BRVM - SERVICES PUBLICS | 4 | 483,34 | 0,37 % | 7,68 % | 66 107 | 448 961 970 | 9,89 |
| BRVM - FINANCES | 15 | 77,15 | -0,06 % | 0,03 % | 41 479 | 29 110 089 | 7,34 |
| BRVM - TRANSPORT | 2 | 438,36 | 5,45 % | -29,54 % | 24 | 42 585 | 7,03 |
| BRVM - AGRICULTURE | 5 | 334,77 | 0,24 % | 37,59 % | 16 415 | 199 565 885 | 6,07 |
| BRVM - DISTRIBUTION | 7 | 371,24 | 0,40 % | -8,88 % | 59 306 | 53 934 985 | 30,20 |
| BRVM - AUTRES SECTEURS | 1 | 1 770,62 | -7,42 % | 96,58 % | 144 | 222 685 | 17,23 |
| BRVM - PETITES CAPITALISATIONS | - | - | - | - | - | - | - |

| Indicateurs | 1er et 2è Comp. | BRVM PC |
|---|---|---|
| PER moyen du marché | 8,23 | |
| Taux de rendement moyen du marché | 6,03 | |
| Taux de rentabilité moyen du marché | 7,05 | |
| Nombre de sociétés cotées | 46 | |
| Nombre de lignes obligataires | 100 | |
| Volume moyen annuel par séance | 1 348 622,00 | |
| Valeur moyenne annuelle par séance | 1 666 506 123,91 | |

| Indicateurs | 1er et 2è Comp. | BRVM PC |
|---|---|---|
| Ratio moyen de liquidité | 2,45 | |
| Ratio moyen de satisfaction | 6,16 | |
| Ratio moyen de tendance | 251,09 | |
| Ratio moyen de couverture | 39,83 | |
| Taux de rotation moyen du marché | 0,02 | |
| Prime de risque du marché | 6,25 | |
| Nombre de SGI participantes | 28 | |

**Définitions**

*Volume moyen annuel par séance* = *Volume annuel échangé / nombre de séances*
*Valeur moyenne annuelle par séance* = *Valeur annuelle échangée / nombre de séances*
*Ratio moyen de liquidité* = *Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)*
*Ratio moyen de satisfaction* = *Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)*
*Ratio moyen de tendance* = *Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)*
*Ratio moyen de couverture* = *Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)*

*Taux moyen de rotation* = *moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)*
*PER moyen du marché* = *moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif*
*Taux de rendement moyen* = *moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende*
*Taux de rentabilité moyen* = *moyenne des taux de rentabilité des actions cotées*
*Prime de risque du marché* = *(1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat*

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18,Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org

UCA — UNITED CAPITAL FOR AFRICA S.A.
Av. proche, rue en face de l'eglise Saint Michel allant vers Caboma, immeuble Comète lot 202 parcelle « d », Cotonou – BENIN
001 BP 8690 RP
uca@ucasgi.com
(229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00
(229) 21 31 00 21
www.ucasgi.com

SGI BENIN
Carré 211 St Michel
immeuble SGI-Bénin 01 BP
4546 Cotonou.
Tél : (229) 21 31 15 41
21 31 15 71

BOA CAPITAL SECURITIES
Groupe BMCE BANK
BOA CAPITAL SECURITIES
Siège BOA Benin,
Boulevard de France
Tel : (229)
21315343/64182121

AGI — SOCIETE DE BOURSE
Immeuble de l'Africaine des Assurances
Face à la Direction de l'Emigration Immigration
01 BP 8568 RP Cotonou
contact@sgi-agi.com
+229 21318733
+229 21316066

AFRICABOURSE
Avenue Steinmetz Face
Immeuble Air Gabon 01 BP
6002 COTONOU BENIN
Tél : (229) 21 31 88 35 /
21 31 88 36

BFS — BIIC Financial Services
Société de gestion et d'intermédiation
Boulevard Saint Michel
Immeuble Agence BIIC Dantokpa
01 BP. 7700 Cotonou
Tél. +229 21324875
Tél. +229 21324876
sgibfs@biic-financialservices.com

## Quelques pharmacies à Cotonou

| N° | NOM DE LA PHARMACIE | TELEPHONE | ARR |
|---|---|---|---|
| 1 | SILOE DEGAKON | 99070606 | 1ER |
| 2 | SURU-LERE | 64341313/99480846 | |
| 3 | TANTO | 64104471 | |
| 4 | REINE DES GRÂCES | 95360822 | 2EME |
| 5 | ADETONA LOMNAVA | 94012397 | 3EME |
| 6 | AGBODJEDO | 63425131/61822725 | |
| 7 | LA BENINOISE | 60502956/21377190/21330646 | 4EME |
| 8 | NOUVELLE PHARMACIE DE L'HABITAT | 63045618/99947477/95508789 | |
| 9 | ATINKANMEY | 94012392/60019772 | 5EME |
| 10 | GANHI | 95943682/60805039 | |
| 11 | ZONGO | 95846920 | |
| 12 | DES 4 THERAPIES | 21323330/98846095 | 6EME |
| 13 | JERICHO | 95846914 | |
| 14 | SAINTE EUPHRASIE DE VOSSA | 69510000 | |
| 15 | MAHUTON | 52018944 | |
| 16 | AMEN | 63016565/67309529 | 7EME |
| 17 | MARINA | 94018724 | |
| 18 | SAINT GABRIEL | 95605656 | 8EME |
| 19 | KINDONOU | 21380115 | 9EME |
| 20 | DE L'AMITIE | 21380512/95869239 | 10EME |
| 21 | NOUVELLE PHARMACIE FIFADJI | 62646802 | |
| 22 | VEDOKO | 94018722 | |
| 23 | DE LA PAIX | 21303865/97604362 | 11EME |
| 24 | LA MADONE | 95338399/94013982 | 12EME |
| 25 | SAINT LOUIS | 95859686 | |
| 26 | LES PYLÔNES | 66826813/95924231 | 13EME |
| 27 | LULI LULI | 98656060 | |

## Prix des produits hydrocarbures et gaz

| Produits | Unité de mesure | Prix (en FCfa) |
|---|---|---|
| Essence | 1l | 600 |
| Pétrole | 1L | 851 |
| Gasoil | 1L | 668 |
| Mélange | 1L | 615 |
| Gaz domestique | 6kg (petite bouteille) | 4770 |
| | 12,5kg (moyenne bouteille) | 9900 |
| | 18kg (grande bouteille) | 14.300 |
| Huile à moteur (essence) | Bidon (1L) | 2.900 |
| | Bidon (4L) | 9.590 |
| Huile à moteur (diésel) | Bidon de 4Littres | 10.535 |
| Huile à moteur (Atf boîte automatique) | 2littres | 6.320 |
| Huile à moteur (à pont EP 90) | 2Littres | 6.130 |
| Huile à moteur en vrac | 1Littre | 2.265 |
| Huile à moteur diesel | 1Littre | 2.165 |
| Huile à 2 temps en vrac | 1L | 1.635 |
| Graisse | 0,400g | 2.940 |
| Eau distillée | 1,5L | 850 |
| Eau de refroidissement | Bidon (1,5L) | 1.600 |
| | Bidon (5L) | 5.000 |
| Electrolyte | 5L | 4.000 |
| E140 en vrac | 1L | 2.175 |
| E140 camion et 4X4 | Bidon de 2L | 6.295 |
| Source : Station « JNP» Mardi 07 Juin 2022 | | |

## Jours du marché Dantokpa

**Juin 2022**

**Vendredi 3 Juin 2022**

**Mardi 7 Juin 2022**

**Samedi 11 Juin 2022**

**Mercredi 15 Juin 2022**

**Dimanche 19 Juin 2022**

**Jeudi 23 Juin 2022**

**Lundi 27 Juin 2022**

## Taux de change

| Devises étrangères | Franc CFA (1Xof) |
|---|---|
| Dollar (USD) | 608,55 |
| Euro | 655,95 |
| Livre Sterling (GBP - Grande Bretagne) | 770,24 |
| Naira (NGN - Nigeria) | 1,46 |
| Cedi (GHS - Ghana) | 77,98 |
| Rand (ZAR – Afrique du Sud) | 39,32 |
| Yen (JPY) | 4,77 |
| Yuan (CNY) | 91,36 |
| Rouble russe (RUB) | 9,44 |
| Franc Suisse (CHF) | 635,46 |
| Franc Guinéen (GNF) | 0,068 |
| Roupie indienne (INR) | 7,84 |
| Droits de tirage spéciaux (FMI) | 824,08 |
| Or (XAU) | 1129908,3 |
| Argent (XAG) | 13377,66 |

## Les marchés locaux qui s'animent par huitaine

| Départements | Lieux | Noms | Jours |
|---|---|---|---|
| Alibori | Malanville | Malanville | dimanche |
| | Ségbana | Ségbana | dimanche |
| | Bérébouaye | Bérébouaye | samedi |
| | Malanville | Malanville | samedi |
| | Karimama | Karimama | vendredi |
| | Matéri | Matéri | jeudi |
| | Tanguiéta | Tanguiéta | lundi |
| | Cobly | Cobly | **mercredi** |
| | Gaouga | Gaouga | mardi |
| | Kassoua | Kassoua | mardi |
| Mono | Grand-Popo | Grand-Popo | mardi |
| | Agoué | Agoué | **mercredi** |
| Zou | Djalloukou | Djalloukou | dimanche |
| | Massi | Massi | dimanche |
| | Agouna | Agouna | mardi |
| | Ikèmo n | Ikèmon | **mercredi** |
| Borgou | Gogounou | Gogounou | dimanche |
| | Bembéréké | Bembéréké | jeudi |
| | Kalalé | Kalalé | jeudi |
| | Tchaourou | Tchaourou | lundi |
| | Tchikandou | Tchikandou | mardi |
| | Fô-Bouré | Fô-Bouré | **mercredi** |
| | Sokka | Sokka | **mercredi** |
| | Parakou | Azeke | samedi |
| | N'Dali | N'Dali | samedi |
| | Dunkassa | Dunkassa | vendredi |
| Collines | Ouèdèmè | Ouèdèmè | dimanche |
| | Ouessè | Ouessè | jeudi |
| | Gobada | Gobada | lundi |
| | Savè | Savè | lundi |
| | Tchetti | Tchetti | lundi |
| | Glazoué | Glazoué | **mercredi** |
| | Lahotan | Lahotan | **mercredi** |
| Donga | Bénin | Bénin | jeudi |
| | Tokotoko | Tokotoko | lundi |

## Prix des produits de première nécessité appliqués dans les marchés

| produits | Unité de mesure | Prix (en FCfa) |
|---|---|---|
| Maïs | Tongolo | 250 |
| Mil | Tongolo | 350/400 |
| Gari ordinaire | Tongolo | 350 |
| Gari fin | Tongolo | 400 |
| Haricot rouge | Tongolo | 650 |
| Haricot blanc | Tongolo | 700/800 |
| Arachide décort. Gros grains | Tongolo | 800 |
| Piment vert (gbataki) | Tongolo | 500 |
| Tomate fraiche | Grand Panier | 40.000/50.000 |
| Oignon p m g | Panier (40) | 1500/2000/3000 |
| Farine de cossette d'igname | Tongolo | 1000 |
| Sésame qualité supérieure | Tongolo | 1000 |
| Sel marin local | Tongolo | 350 |
| Sel marin importé | Tongolo | 350 |
| Sucre en morceau | Paquet | 600 |
| Sucre en poudre | 1kg | 500 |
| Riz ordinaire | Tongolo | Entre 500 et 900 |
| Huile d'arachide locale | 1litre | 1400 |
| Huile végétale importée | 1litre | 1700 |
| Huile rouge locale | 1,5litre | 1000 |
| Igname ordinaire | Tas | 3500 |
| Igname à piler | Tas | 4500 |
| Savon palmida | 1pain | 200 |
| Lait concentré sucré BB et autres | 250g | 400/500 |
| Lait concentré sucré Jago | Plus d'1kg | 1200 |
| Lait concentré non sucré Peak | 250g | 450 |
| Sardine à huile | 250g | 500 |
| Couscous Sipa | 500g (en sachet) | 850 |
| Spaghetti Matanti | 250g/500g (en sachet) | 300/450 |
| Coquillette Maman et autres | 250g/500g (en sachet) | 300/450 |
| Concentré de tomate | 150g/250g/1kg | 125/275/450/1900 |
| Banane | Régime | Entre 3000 et 4000 |
| Œuf | Plateau | 2400/2600 |

***Source*** : Quotidien l'Economiste du Bénin, fait le 07/06/ 2022

## Cours des matières Premières Mardi 07 Juin 2022

| Matière première | Mois | Dernier | Var. | Var.% | Heure |
|---|---|---|---|---|---|
| Aluminium | | 2.887,00 | +12,00 | +0,42% | 19:28:51 |
| Argent | Juill 2022 | 21,970 | -0,126 | -0,57% | 20:34:11 |
| Avoine | | 671,50 | -3,40 | -0,50% | 02:13:06 |
| Bétail | Juin 2022 | 132,13 | -0,28 | -0,21% | 29/05 |
| Blé américain | Juill 2022 | 1.157,50 | +13,80 | +1,21% | 02:08:24 |
| Bois de construction | Juill 2022 | 700,70 | +17,70 | +2,59% | 29/05 |
| Bovins d'engraissement | Août 2022 | 165,80 | -0,88 | -0,52% | 29/05 |
| Cacao américain | Juill 2022 | 2.464,00 | +2,00 | +0,08% | 27/05 |
| Café de Londres | Juill 2022 | 2.106,00 | +9,00 | +0,43% | 18:29:00 |
| Café US C | Juill 2022 | 228,65 | +2,05 | +0,90% | 27/05 |
| Coton américain | Juill 2022 | 139,20 | -1,41 | -1,00% | 27/05 |
| Cuivre | Juill 2022 | 4,3335 | +0,0270 | +0,63% | 20:37:56 |
| Cuivre | | 9.540,00 | +79,00 | +0,84% | 19:28:18 |
| Essence RBOB | Juill 2022 | 3,9284 | +0,0165 | +0,42% | 20:28:12 |
| Farine de soja | Juill 2022 | 433,55 | +1,10 | +0,25% | 19:11:39 |
| Fioul | Juill 2022 | 3,9812 | +0,0759 | +1,94% | 20:29:57 |
| Gasoil Londres | Juin 2022 | 1.203,62 | +20,62 | +1,74% | 19:25:58 |
| Gaz naturel | Juill 2022 | 8,701 | -0,026 | -0,30% | 20:29:55 |
| Huile de Soja américaine | Juill 2022 | 79,25 | -1,27 | -1,58% | 27/05 |
| Jus d'orange | Juill 2022 | 180,70 | -2,70 | -1,47% | 27/05 |
| Maïs américain | Juill 2022 | 776,00 | +11,60 | +1,52% | 02:08:24 |
| Nickel | | 29.355,00 | +918,00 | +3,23% | 19:28:18 |
| Or | Août 2022 | 1.857,65 | -2,05 | -0,11% | 20:41:05 |
| Palladium | Sept 2022 | 2.025,50 | -29,30 | -1,43% | 20:30:27 |
| Pétrole Brent | Août 2022 | 117,69 | +2,13 | +1,84% | 19:30:01 |
| Pétrole brut WTI | Juill 2022 | 117,18 | +2,11 | +1,83% | 20:30:03 |
| Platine | Juill 2022 | 949,35 | +6,35 | +0,67% | 20:30:27 |
| Porc | Juin 2022 | 110,18 | -0,93 | -0,83% | 29/05 |
| Riz Paddy | Juill 2022 | 17,435 | +-0,028 | +-0,16% | 02:08:33 |
| Soja américain | Juill 2022 | 1.732,50 | +6,00 | +0,35% | 27/05 |
| Sucre américain | Juill 2022 | 19,62 | +0,08 | +0,41% | 27/05 |
| XAU/USD | | 1.856,18 | +2,19 | +0,12% | 20:28:57 |
| Zinc | | 3.903,50 | +47,00 | +1,22% | 19:19:13 |

## VIATIQUE DU CONQUERANT 21

# « Les principes de base de l'existence permettent de reagir avec moderation et temperance face aux comportements negatifs, aux critiques et aux faiblesses humaines »

Valeureux Leaders je vous salue avec déférence.
Nous avions tout récemment abordé la problématique du LEADERSHIP AXE SUR LES PRINCIPES.
**En nous référant au professeur COVEY nous nous proposons aujourd'hui de passer en revue les huit caractéristiques que ce dernier a pu ressortir de ses études sur les leaders axés sur les principes.**

- L'apprentissage permanent
- Le service à la base de toute mission
- L'énergie positive
- La confiance réciproque
- Une vie équilibrée
- La vie comme une aventure
- La synergie
- Le renouvellement

**L'APPRENTISSAGE PERMANENT**
Voici ce qu'affirme le professeur Covey : « Les personnes axées sur les principes s'enrichissent constamment en lisant, en cherchant des formations, en suivant des cours, en écoutant les autres…… »
Lorsqu'on évoque la question de la lecture, il importe de remarquer que nous parlons de lecture spécialisée capable d'augmenter votre valeur. Chaque jour, en tant que leader du monde des affaires vous devez lire des revues, articles, livres et autres supports pouvant vous aider à aiguiser vos compétences d'Homme d'affaires. Le monde des affaires est confronté à beaucoup de changements et quiconque n'actualise pas ses compétences tombe dans la désuétude. Il existe aujourd'hui beaucoup de canaux qui peuvent aider au renforcement des capacités. Nous avons par exemple des Mooc qui peuvent aider à plus d'un titre tout homme d'affaires désireux de gravir de nouveaux échelons. Les occasions offertes aujourd'hui sur internet sont innombrables et il existe de nos jours une facilité d'accès jamais connue auparavant à l'information. Apprendre en permanence est un défi de l'homme d'affaires moderne. Apprendre rapidement en est un autre. Apprendre qualitativement en est un de plus. Nous avons accès à des milliers de livres pdf et une quantité de livres audio que nous pouvons écouter durant nos voyages d'affaires. Il ne dépend que de nous de faire de notre mieux.
**LE SERVICE A LA BASE DE TOUTE MISSION**
« Le véritable leader est utile. Il sert les gens. Il sert leurs meilleurs intérêts et, ce faisant, il ne sera pas toujours populaire, et il est possible qu'il n'ait pas toujours une grande influence. Mais étant donné que les authentiques leaders sont motivés par une sollicitude aimante plutôt que par une gloire personnelle, ils sont prêts à en payer le prix. »
Le service comme le rappelle mon mentor virtuel est une question D'ATTITUDE.
Êtes-vous le genre de leader à faire passer les autres d'abord ? Êtes-vous le genre de leader à faire passer les besoins de vos collaborateurs d'abord ? Y allez-vous avec le sentiment que vos collaborateurs comptent ? Le professeur Covey dit que l'éducation a appris aux leaders axés sur les principes à rendre service.
C'est le service qui a distingué MERE TERESA. Le service élève les insignifiants et gratifient leur disponibilité permanente. Autant l'apprentissage doit être permanent, autant le sens du service doit couler dans les veines du leader axé sur les principes.

**Serge HOUNDJAHOUE**
**Coach & Consultant en Développement**
**Du Leadership.**
**Phone : 97-96-63-87**

# HOROSCOPE finance

**Bélier** Au cours de cette journée un peu chancelante, gardez-vous de toute spéculation ; laissez ce genre de risque aux aventuriers professionnels. Regardez-y à deux fois avant de prêter de l'argent à des personnes qui ne sont pas tout ce qu'elles s'efforcent de paraître. Certains natifs tireront profit d'un second métier ou d'un passe-temps.

**Taureau** Avec Mercure dans votre camp, vous n'aurez aucun mal à équilibrer votre budget, et pourriez même bénéficier d'un apport d'argent imprévu et... bienvenu. Neptune, l'un des astres qui dirigent pour vous le plan financier, travaillera de concert avec Saturne, une planète d'organisation, ce qui vous aidera à agir en excellent gestionnaire.

**Gémeaux** Côté argent, il faudra vous serrer la ceinture. Si vous vous laissez aller à multiplier les dépenses superflues, l'équilibre de votre budget ne tardera pas à être compromis.

**Cancer** Vous allez probablement dépenser sans compter et pas toujours à bon escient. Ne soyez pas aussi large : on va finir par abuser de votre gentillesse. Sachez que l'estime et l'amitié ne s'achètent pas. Comptez plutôt sur vos compétences et vos qualités de coeur.

**Lion** Avec l'appui musclé de Neptune en bons aspects, vous passerez une journée sans problème financier et pourrez même espérer des rentrées conséquentes ou une prime quelconque. Si votre métier touche de près ou de loin la joaillerie, faites preuve de vigilance et de prudence dans vos diverses transactions.

**Vierge** Pluton, en aspect harmonieux, devrait jouer positivement pour vous en matière financière, vous aidant à augmenter vos revenus, à choisir de meilleurs placements, et à vous lancer dans des investissements rentables. Pour quelques natifs, un héritage est possible.

**Balance** Autant le préciser tout de suite : cette configuration de Saturne n'augure rien de fameux dans le secteur finances. Au mieux, elle vous contraindra à accepter une période de restriction. Au pire, elle va provoquer de nombreux retards dans des rentrées d'argent, ce qui vous obligera à refaire vos comptes. En attendant que la situation se rétablisse, ce qui ne saurait tarder, essayez de ne pas en faire une maladie.

**Scorpion** Resserrez les cordons de votre bourse, sinon vous craquerez pour un oui pour un non. Et ce ne sera vraiment pas le moment ! D'autres dépenses, indispensables celles-là, vont se présenter : tâchez d'y faire face.

**Sagittaire** Sur le plan financier, votre côté plutôt rêveur et insouciant pourra vous faire rater d'excellentes occasions que vous offrira Saturne. Aussi serait-il utile, en cette journée, de vous adjoindre l'aide d'une personne plus réaliste et plus compétente.

**Vendredi 1er Avril 2022**
L'environnement astral de la présente journée pourra vous ouvrir l'appétit pour les gains pécuniaires au point de dépasser tous vos espoirs. La spéculation, en particulier, sera très alléchante et, pour une fois, vous feriez bien de succomber à la tentation. On ne peut évidemment prétendre que l'opération se fera sans risques, mais ceux-ci seront acceptables si vous savez vous cantonner dans les limites raisonnables.

**Capricorne** La Lune en cet aspect vous donnera de la combativité, mais aussi un besoin de satisfaire toutes vos envies de luxe et de prodigalité. Soyez raisonnable : évitez les dépenses inutiles, pour ne pas vous priver du nécessaire.

**Verseau** Votre jugement en matière de finances sera obnubilé aujourd'hui par l'action hostile de Pluton mal aspecté. Vous risquez fort de faire une mauvaise évaluation de la conjoncture. Ce ne sera donc pas le moment de vous lancer dans des spéculations trop importantes.

**Poissons** Soyez d'une extrême prudence dans vos dépenses, en particulier si elles impliquent un emprunt de longue durée. Les dettes sont faciles à contracter et les dépenses plus faciles encore à effectuer, mais les remboursements seront plus pénibles qu'il n'y paraît : voilà le piège qui vous attend ! Et tout le monde sait aussi que "les dettes réduisent l'homme libre en esclavage" (Publilius Syrus).

L'économiste du Bénin
Premier Quotidien Economique du Bénin
*Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière* Edité par l'Agence de Communication "CHEZ VOUS"
N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007
**Sikèkodji zone résidentielle, 2ème rue à droite en quittant le carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83**
**Email : leconomistbenin1@gmail.com**
**Site : www.leconomistebenin.com**

**Directeur Général**
**Léonard DOSSOU**
**(00229) 95 429 626 / 97 096 417**

**Assistant du Directeur Général**
**Calixte ADIYETON**
(66 232 545)
**Secrétaire caissière**
Ella Viviane HOUEHOMEGAN (97 14 85 43)

**Directeur de publication**
Jules AFFODJI

**Rédacteur en chef**
Calixte ADIYETON
(66 232 545)

**Secrétaire de rédaction**
Abdul Wahab ADO
(66656265)

**Rédacteurs**

Nestor DEHOUINDJI
Félicienne HOUESSOU
(96 92 43 46)
Bidossessi WANOU
(67 20 33 27)
Sylvestre TCHOMAKOU
Hubert DOSSOU
Falco Vignon
**Raoul Gandaho**
(Correspondant Ouémé Plateau)
**Mouhamed Bouhari SAÏDOU**
(Br. Borgou/Alibori)
**Jules Daniel Mahuto**
(Correspondant Zou-colline)
Modeste COCO (Consultant)
Représentant de l'Economiste du Bénin en Europe, Bureau de Paris:
**Franck Vial, correspondant France de l'Economiste du Bénin**
Tel +330671790990
Mail : eco.benin.paris@gmail.com

**Directrice commerciale**
Rigel BATCHO
(69190880)

**Graphiste**
Gisèle NOUDAÏKPON
(62323855)

Partenariat public-privé

# Le gouvernement approuve la fourniture d'eau en affermage

***La séance ordinaire du conseil des ministres s'est tenue hier mercredi 08 juin 2022. A l'issue, plusieurs décisions ont été prises dont, entre autres, l'approbation des contrats de partenariats public-privé pour la mise en affermage du service public de production, de transport et de distribution d'eau potable en milieu rural, et de l'exécution des travaux connexes.***

***• Bidossessi WANOU***

L'eau potable pour tous et au moment opportun, le gouvernement béninois s'en préoccupe. Réuni en conseil des ministres hier mercredi, de nouvelles dispositions ont été prises à cet effet. Il s'agit de l'approbation des contrats de partenariat public-privé pour la mise en affermage du service public de production, de transport et de distribution d'eau potable en milieu rural, et de l'exécution des travaux connexes. Les acteurs qui auront à collaborer avec l'Etat sur cet axe, auront à charge, l'exploitation des moyens de production, de transport et de distribution d'eau potable faisant partie du patrimoine de l'Etat et de l'autorité affermante ; la gestion du service public de l'eau sur leurs périmètres respectifs ; la réalisation des travaux d'entretien et de réparations de toute nature et de tous les biens affectés à l'exploitation du service public de l'eau potable dans lesdits périmètres. Selon le communiqué final du conseil des ministres, « Ils s'occuperont, par ailleurs, des travaux de renouvellement des biens affectés aux besoins de la cause, de la densification des réseaux de distribution ainsi que de la mise aux normes des ouvrages et équipements à eux confiés par l'autorité contractante ». Ces différents contrats d'affermage ont fait l'objet de validation par la Cellule d'appui au partenariat public-privé et le Conseil s'est prononcé en faveur de leur approbation. C'est donc une nouvelle ère qui s'annonce dans la politique de production, de distribution et d'approvisionnement en eau potable au Bénin.

REPUBLIQUE DU BENIN
*Fraternité-Justice-Travail*
******
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
******
SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT
******
**N° 21/2022/PR/SGG/CM/OJ/ORD**

COPIE

**Compte rendu du Conseil des Ministres**

Le Conseil des Ministres s'est réuni ce mercredi 8 juin 2022, sous la présidence de Monsieur Patrice TALON, Président de la République.
Les décisions ci-après ont été prises :

**I- Mesures normatives.**

Au titre de ces mesures, le décret fixant la date de la célébration annuelle de la Journée de l'artisan béninois a été adopté ainsi que les décrets portant affectation de domaines au profit :

- du ministère de l'Energie, pour la construction d'un poste de transformation électrique dans la zone industrielle de Sèmè-Podji ; puis
- de la Bourse régionale des Valeurs mobilières, destiné à la construction de son siège à Cotonou.

**II- Communications.**

**II-1. Agrément au Code des Investissements.**

Le bénéficie des régimes privilégiés de ce code a été sollicité par deux sociétés qui ont soumis leurs requêtes relatives à des projets visant à fournir des produits dont la demande au plan local est assez élevée.

Il s'agit de :

- SUNDA BENIN LIMITED SARL, pour l'installation et l'exploitation d'une unité industrielle de fabrication de protèges pour bébés ;
- FAN SEN SARL, en vue de la mise en place d'une unité de fabrication de contreplaqués.

Leur installation contribue à renforcer le tissu industriel de notre pays et permet de créer de la valeur ajoutée à l'économie nationale, sans compter la main d'œuvre qu'elle va générer.

Par ailleurs, le développement de leurs activités permettra, dans le premier cas, de mettre fin aux importations et, dans le second, de les réduire sensiblement.

**II-2. Approbation des contrats de partenariat public-privé pour la mise en affermage du service public de production, de transport et de distribution d'eau potable en milieu rural, et de l'exécution des travaux connexes.**

Le cahier de charges des opérateurs régionaux que sont les fermiers, fixe les conditions d'exploitation technique, administrative, commerciale et financière des systèmes d'approvisionnement en eau potable concernés.

Ces fermiers assureront notamment :

- l'exploitation des moyens de production, de transport et de distribution d'eau potable faisant partie du patrimoine de l'Etat et de l'autorité affermante ;
- la gestion du service public de l'eau sur leurs périmètres respectifs ;
- la réalisation des travaux d'entretien et de réparations de toute nature et de tous les biens affectés à l'exploitation du service public de l'eau potable dans lesdits périmètres.

Ils s'occuperont, par ailleurs, des travaux de renouvellement des biens affectés aux besoins de la cause, de la densification des réseaux de distribution ainsi que de la mise aux normes des ouvrages et équipements à eux confiés par l'autorité contractante.

Ces différents contrats ayant fait l'objet de validation par la Cellule d'appui au partenariat public-privé, le Conseil s'est prononcé en faveur de leur approbation. Le ministre de l'Eau et des Mines, en lien avec le ministre de l'Economie et des Finances, veillera au suivi rigoureux de leur mise en œuvre.

**II-3. Démarrage de l'opérationnalisation des classes culturelles.**

A la suite des études et actions qui ont été conduites dans le cadre de la réalisation de ce programme, le Conseil a marqué son accord pour la mise en œuvre desdites classes dont la finalité est de favoriser la détection et la promotion des talents artistiques et culturels des apprenants de nos écoles.

Au nombre des diligences déjà accomplies à cette fin, figurent la validation des curricula de formation, l'acquisition des matériels et équipements d'apprentissage, de même que le recrutement des 890 encadreurs culturels à déployer dans l'ensemble des 77 communes.

Les ministres concernés prendront toutes dispositions nécessaires pour cette opérationnalisation dès la rentrée scolaire 2022-2023.

**II-4. Rapport de la commission chargée de faire des recommandations en vue de l'assainissement des enceintes des unités de la Police républicaine encombrées par les véhicules en fourrière.**

Les travaux de cette commission ont permis de recenser 26.196 véhicules et autres objets mobiliers qui jonchent les enceintes des unités de police.

Ceux-ci se décomposent en :

- 4313 véhicules dont 3745 à deux roues, 34 à trois roues et 534 à quatre roues ;
- 6031 véhicules dont 5638 à deux roues, 15 à trois roues et 378 à quatre roues, objet de procédures judiciaires en cours ou déjà clôturées ;
- 4581 véhicules dont 4398 à deux roues, 14 à trois roues et 169 à quatre roues faisant l'objet de vente aux enchères publiques entamée ;
- 2393 véhicules dont 2288 à deux roues, 19 à trois roues et 86 à quatre roues qui ne font l'objet d'aucune procédure ; puis
- 353 véhicules dont 344 à deux roues et 9 à quatre roues en fourrière.

A tout cela s'ajoute un nombre non négligeable de véhicules hors d'usage et de biens meubles de toute nature appartenant à l'ex Gendarmerie nationale et à l'ex Police nationale.

Des conclusions du rapport, il ressort qu'en vue de mettre un terme à l'encombrement des lieux de travail de la Police républicaine et de recouvrer les frais de fourrière ou des amendes, il faille procéder, par voie de justice, à la vente desdits véhicules.

Le Conseil s'est prononcé en faveur de la mise en œuvre de cette recommandation et a instruit les ministres concernés à cette fin.

**III. Rencontres et manifestations internationales.**

Ont été autorisées sous cette rubrique :

- l'organisation au Bénin, du 22 au 25 juin 2022, du 6ème Colloque Afrique-Europe des huissiers de justice ;
- la tenue à Cotonou de la 25ème Conférence régionale africaine de l'Organisation internationale de Police criminelle (OIPC-INTERPOL), du 28 au 30 juin 2022 ; et
- la participation de l'équipe nationale senior de football aux compétitions statutaires au titre des années 2022 et 2023.

**IV. Mesures individuelles.**

Sur proposition du ministre d'Etat, ministre du Développement et de la Coordination de l'Action Gouvernementale, **monsieur Gérard Mènongbédji KPATINDE** est nommé Directeur général de l'Evaluation et de l'Observatoire du Changement social.

Fait à Cotonou, le 8 juin 2022,
Le Secrétaire Général du Gouvernement,

Edouard OUIN-OURO.

## Performances économiques

# Le Bénin, 4ème pays le plus attractif de l'Uemoa

***Le Bénin est le 4ème pays le plus attractif de l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa) en 2022. C'est ce qui ressort des Indices d'attractivité et de stabilité de l'Institut Amadeus. Pour cette nouvelle édition, le Bénin totalise 54,20 points.***

*• Félicienne HOUESSOU*

La Côte d'Ivoire est le premier pays le plus attractif de l'Union avec 62,33 points sur 100. Il est suivi du Sénégal qui a réuni un score de 58 points et le Burkina Faso avec 54,05 points. Après le Bénin qui se positionne juste derrière le Burkina, le Mali vient fermer le top5 de l'Uemoa avec 52,78 points. Le Niger totalise 45,18 points sur 100 et devient le pays le moins attractif de la zone. Selon l'Institut Amadeus, l'indicateur d'attractivité est un classement comparatif fonctionnant avec des pondérations entre les différentes catégories, sous-groupes et indicateurs. Les indicateurs définis en collaboration avec un comité scientifique de chercheurs et praticiens de la facilitation des relations d'affaires sur le continent africain ont été sélectionnés en fonction de la disponibilité de données de comparaison à l'échelle du continent. « Quelques pays moins dotés en capacités statistiques ne sont pas en mesure de pouvoir construire ponctuellement quelques-unes des données recherchées avec des méthodologies comparables, problématique connue de ce type d'exercice de construction de classement comparatif. Néanmoins la disponibilité d'autres grandes enquêtes standard et de quelques données de terrain ont permis de déterminer une notation pour ces quelques données manquantes (indiquées dans le tableau des classements pays) », indique le rapport.

En ce qui concerne la stabilité, le Sénégal se positionne en tête dans la zone avec 61,9 points sur 100. A sa suite, le Togo qui totalise 57,2 points. Le Bénin fait mieux en se classant au 3ème rang, devant la Côte d'Ivoire (54,4 points) et le Niger (52 points). La Guinée Bissau se trouve être le pays le moins stable de l'Union avec un score de 49,8 points. A en croire les experts de l'Institut Amadeus, l'indice de stabilité permet d'appréhender la trajectoire politique d'un État dans sa complexité à partir des connaissances partagées par les scientifiques et les institutions productrices d'analyse telles que les think-tank. Il comporte trois groupes de critères : la sociologie politique de l'État et la maîtrise de la violence politique légitime, les vulnérabilités sociales et environnementales et la résilience de l'État. Notons que les Indices africains de stabilité et d'attractivité visent à mesurer les performances économiques, les vulnérabilités sociales et environnementales, ainsi que le cadre politique et sécuritaire de l'ensemble des pays africains entre eux, à travers plus de 70 indicateurs issus des banques de données africaines et internationales.

## Gestion de la Covid-19 au Bénin

# Le gouvernement réagit au rapport de la Cour des Comptes

***Dans un rapport rendu public sur la gestion de la pandémie du coronavirus au Bénin, le Cour des comptes a fait une série de révélations dont notamment plus de 385 milliards de dépenses non justifiées. Hier mercredi 08 juin 2022, le gouvernement a réagi et a relevé lui aussi quelques limites avant d'apporter sa part de vérité sur des aspects dudit rapport. Retrouvez-ici l'intégralité de la réaction ici.***

*• Falco Vignon*

### Audit des dépenses effectuées dans le cadre de la gestion de la COVID -19 : ce qu'il en est

La Cour des comptes, à la suite d'une requête formulée par le Gouvernement, a procédé à l'audit des dépenses engagées dans le cadre de la gestion de la pandémie de la COVID-19.

Le rapport provisoire soumis par la Cour des comptes, en vertu du principe du contradictoire, a été amendé par les structures nationales, et ces amendements ont été transmises pour prise en compte par les auditeurs.

Depuis quelques jours, il nous est donné de constater que ce rapport d'audit réalisé par la Cour des Comptes donne lieu à divers commentaires, observations et spéculations.

Face à cette situation, il convient d'apporter les éléments de clarification suivants :

- l'audit des fonds COVID-19 a été sollicité par le Ministère de l'Economie et des Finances » dans une démarche volontariste et de transparence (page 10 du rapport). Cette transparence, règle de gouvernance de nos finances publiques, caractérise les actions du gouvernement depuis 2016 ;
- Ce rapport fait suite à un rapport intermédiaire, qui a fait l'objet d'informations complémentaires transmises à la Cour. Sous la contrainte de délai de publication du rapport, ces informations n'ont pu être analysées et prises en compte de façon complète par la Cour. Ces éléments et d'autres précisions ont été envoyés de nouveau à la Cour. Ils seront intégrés dans un nouveau rapport qui sera publié suivant l'agenda de la Cour.
- Concernant les chiffres qui circulent, il est important de noter qu'il s'agit de données brutes compilées à partir de plusieurs sources (Partenaires techniques et Financiers, Ministères sectoriels et Ministère de l'Economie et des Finances) présentant quelques erreurs matérielles. A titre d'exemple, il est mentionné à la page 48 du rapport, 138 620 577 062 FCFA pour les dépenses liées à la vaccination, alors que celles effectuées aussi bien par l'Etat que par tous les partenaires s'élèvent à 30 851 679 422 FCFA. Le montant indiqué par la Cour ne représente que l'ensemble des projections ou prévisions faites initialement sur cette rubrique, pour laquelle nous avons par ailleurs reçus des dons.
- Sur l'ensemble des montants dépensés, près des deux tiers (2/3) ont été directement pris en charge ou proviennent des partenaires. Ces dépenses obéissent à leurs règles et procédures internes et ont bénéficié de leur avis de non-objection sur toute la procédure. Le champ de l'audit demandé couvre l'intégralité des achats réalisés par l'Etat et les Communes, portant ainsi sur un montant total de 131 241 653 666 FCFA. Pour l'ensemble de ces dépenses, les justificatifs sont disponibles et transmis à la Cour qui les analysera et produira son rapport.

## Gestion des Finances publiques

# Le Bénin réalise des performances dans la transparence budgétaire

***Le résultat de l'enquête sur la transparence budgétaire dans le monde en 2021 réalisée par l'international Budget Partnership (IBP) a été présenté hier, mercredi 08 juin 2022, au public par social Watch Bénin à Royal Hôtel à Cotonou.***

*• Abdul Wahab ADO*

La huitième édition de cette enquête fait partie de l'initiative sur le budget ouvert de l'international Budget Partnership, un programme mondial de recherche et de plaidoyer dans plus de 120 pays. Lequel programme vise à promouvoir l'accès du public aux informations budgétaires et l'adoption de systèmes budgétaires inclusifs et responsables. De cette enquête, il ressort que le Bénin a atteint 65% sur 100 en 2021 contre 1% en 2012, 45% en 2015, 39% en 2017 et 49% en 2019. Ce record place le Bénin devant la Côte-d'Ivoire, la République démocratique du Congo le Sénégal le Cameroun et bien d'autres encore. Cette performance réalisée au cours de ces dernières années , permet de dire que le Bénin a accru la disponibilité des informations budgétaires en publiant les rapports en cours d'année en ligne en temps utile, en multipliant les informations dans le projet de budget de l'exécutif et dans le rapport préalable budget. Au niveau de la participation du public, le Bénin a atteint le seuil de 28% sur cent, juste derrière la République démocratique du Congo. Tandis qu'au niveau du contrôle budgétaire, le pays se retrouve à 59% sur cent avec la recommandation à l'Assemblée nationale de jouer pleinement son rôle de contrôle l'action gouvernementale. Pour Yabi Camille représentant de la présidente de Social Watch Bénin, l'implication de tous les acteurs est plus que nécessaire pour la transparence budgétaire. « Pour apprécier la transparence des finances publiques, la participation des citoyens et celle des institutions de contrôle au cours du processus de budgétisation est importante », a-t-il rappelé aux participants. « C'est pour cette raison que Social Watch Bénin ne manque pas d'accompagner le gouvernement dans une meilleure implication des citoyens dans la gestion des finances publique », a souligné représentant de la présidente de Social Watch Bénin. Henri Rallot, Représentant de la Coopération Suisse et Diane Gnanguenon, Coordinatrice Champ 3 REFORME GIZ, ont chacun à leur tour félicité les organisateurs de cette rencontre. La fin des travaux a été sanctionnée par une projection de la Direction générale du Budget sur les actions du gouvernement pour la transparence budgétaire au Bénin, suivie de débats. Les regards sont désormais tournés vers la neuvième édition de l'enquête sur la transparence budgétaire de l'international Budget Partnership.

PADME BENIN
Système Financier Décentralisé

Chers clients, chers partenaires, desormais

PADME ASSOCIATION
devient **société anonyme**

PADME S.A.

au capital social de 100.000.000fcfa

Agrément : N° A.22.0132.L. du 23 mai 2022

Siège social: Immeuble PADME sis à Saint Michel, parcelle 'F' Lot 226, Rue pavée derrière la poste de Jéricho, 7e Arrondissement de Cotonou
Tél: (229) **62 17 68 17** / 21 32 48 02 / 21 32 48 66 - Fax: (229) 21 32 48 65 Email: padme@padmebenin.bj - Site Web: www.padmebenin.bj

ARESS

Avec ARESS,
vivez l'Energie,
l'Energie de Qualité
pour tous

LA QUALITE POUR TOUS

ARESS

(+ 229) 96 63 96 82